

Communiqué de presse

Élections Fédérales : *Eau Secours!* félicite les chefs de partis de se prononcer contre l'exportation d'eau en vrac.

Montréal, le 10 octobre 2008, la Coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau - *Eau Secours!*, en vue des élections fédérales du 14 octobre 2008, a étudié les plates-formes électorales des partis et a demandé aux chefs des cinq principaux partis politiques du Canada de partager leur position ou leurs engagements au sujet de l'exportation d'eau en vrac.

La Coalition est heureuse de constater que la plupart des partis veulent empêcher l'exportation d'eau en vrac. Il restera à voir s'ils respecteront leurs promesses électorales et s'ils feront le nécessaire pour protéger l'eau.

Eau Secours! leur a donc, posé les questions suivantes :

- Quelle est la position de votre parti politique concernant l'exportation d'eau en vrac ?
- Êtes-vous pour ou contre l'exportation d'eau en vrac ?
Si oui, pourquoi ?
Si non, pourquoi ?
- Seriez-vous d'accord d'exclure l'eau de tous les accords de commerce internationaux (Aléna, etc...) ?

À ce jour, un seul parti a répondu à la demande d'*Eau Secours!*. Le Bloc Québécois affirme que : *les ressources hydriques, à l'exception des eaux limitrophes, sont de la compétence de Québec, mais qu'il est loin d'être clair que les accords commerciaux, particulièrement l'ALÉNA, laissent au Québec la pleine liberté de protéger ses ressources en eau.* Ils ajoutent que la solution est simple : *un accord par échange de lettre entre les gouvernements du Canada, des Etats-Unis et du Mexique précisant que l'eau n'est pas couverte par l'ALÉNA*

devrait être respecté par les tribunaux internationaux comme s'il faisait partie intégrante de l'ALÉNA.

Le parti Libéral, quant à lui, traite de la question dans sa plateforme. Voici ce qu'il suggère : *Pour protéger efficacement les réserves d'eau canadiennes, un gouvernement libéral va également asseoir le contrôle que le Canada exerce sur nos eaux, notamment en présentant un projet de loi complémentaire pour interdire l'exportation massive d'eau et en s'opposant vigoureusement aux détournements de cours d'eau vers les États-Unis, qui se feraient au détriment du Canada.* Par contre, ils n'ont pas donné suite au questionnaire d'*Eau Secours !*.

Pour ce qui est du Parti Conservateur, eux également n'ont pas répondu à la Coalition et celle-ci a trouvé une seule affirmation sur le sujet: *Réaffirmer l'interdiction des transferts massifs d'eau. Nous allons réaffirmer la position du gouvernement du Canada selon laquelle l'ALÉNA ne peut exiger que le Canada exporte massivement de l'eau aux autres pays de l'ALÉNA, et nous allons collaborer avec les provinces pour renforcer l'embargo actuel et assurer la claire interdiction, prévue par la loi, de l'exportation ou du retrait massif d'eau des bassins hydrographiques.*

Le NPD n'a pas répondu aux questions d'*Eau Secours !*, mais dans leur plateforme électorale, ils disent vouloir interdire, par la voie législative, l'exportation de l'eau douce en vrac du Canada.

Le Parti Vert, bien que n'ayant pas répondu à notre lettre, expose leur position de façon détaillée dans leur plateforme. Le Parti s'engage à gérer l'eau de manière responsable : *La pression augmente pour exporter notre eau douce au sud de la frontière, avec des accords commerciaux comme l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) qui nous poussent à abandonner le contrôle de nos eaux. Le Parti Vert soutient la Politique fédérale relative aux eaux qui*

interdit formellement les exportations à grande échelle (exportations en vrac) de notre eau.

La Coalition *Eau Secours* ! félicite les partis et constate qu'il y a unanimité pour protéger l'eau du Canada et empêcher l'exportation de l'eau en vrac. Il reste à voir si le prochain parti au pouvoir respectera ses promesses électorales sur ce dossier.